

# Les Sénégalais déplorent la hausse du niveau de corruption mais craignent des représailles en cas de dénonciation

Dépêche No. 462 d'Afrobarometer | Mamadou Abdoulaye Diallo et Soukeyna Diallo

## Résumé

La corruption constitue l'un des plus gros freins au développement du continent africain. Elle cause, à elle seule, une perte annuelle estimée à 148 milliards de dollars, soit 25% du produit intérieur brut (PIB) de l'Afrique (Financial Africa, 2019). Pour lutter contre ce phénomène, le gouvernement du Sénégal a créé, depuis 2012, l'Office National de Lutte Contre la Fraude et la Corruption (OFNAC), une autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière.

Cette institution, bien connue des Sénégalais, est le symbole de l'engagement de l'Etat dans la lutte contre la corruption que la majorité des Sénégalais (59%) apprécie positivement, même s'ils ne sont pas satisfaits des résultats obtenus, selon une étude de l'OFNAC (2017).

Cependant, comme la plupart des pays d'Afrique de l'Ouest, le Sénégal reste depuis 2016 dans la zone rouge en matière de lutte contre la corruption. Classé 67<sup>ème</sup> sur 180 pays au niveau mondial en 2020 (Transparency International, 2020), le pays connaît une stagnation après une période de progression entre 2012 et 2015 (Dakaractu, 2021).

Le plus récent sondage d'opinions d'Afrobarometer au Sénégal révèle que la majorité des citoyens jugent le niveau de corruption en hausse, surtout chez les policiers et gendarmes mais aussi chez les députés, les conseillers municipaux ou départementaux, les juges et magistrats, les officiels de la présidence et les fonctionnaires. Des pratiques quotidiennes de corruption ont été signalées par les usagers des services publics à travers le versement de pots-de-vin.

Par ailleurs, les Sénégalais jugent plutôt négatives les performances du gouvernement en matière de lutte contre la corruption au sein de l'administration publique. Bien qu'ils soient conscients des effets néfastes de la corruption sur l'économie, les citoyens redoutent des représailles en cas de dénonciation des actes de corruption.

Ces résultats suggèrent la mise en place par les autorités de réponses institutionnelles impliquant davantage les Sénégalais dans la lutte contre ce fléau qui gangrène la société.

## L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance, et à la qualité de vie. Sept rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 38 pays entre 1999 et 2018. Les enquêtes du Round 8 en 2019/2021 couvrent 34 pays. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe d'Afrobarometer au Sénégal, conduite par le Consortium pour la Recherche Economique et Sociale (CRES), s'est entretenue avec 1.200 adultes sénégalais en décembre 2020 et janvier 2021. Un échantillon de cette taille produit des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes ont été précédemment réalisées au Sénégal en 2002, 2005, 2008, 2013, 2014 et 2017.

## Résultats clés

- La grande majorité (75%) des Sénégalais affirment que la corruption a augmenté dans le pays au cours des 12 derniers mois.
- La hausse de la corruption est plus perçue chez les policiers et gendarmes : Presque la moitié (47%) des citoyens estiment que « la plupart d'entre eux » ou « tous » sont corrompus – une augmentation de 18 points de pourcentage depuis 2017.
  - S'ensuivent les députés et les conseillers municipaux ou départementaux (+13 points de pourcentage), les juges et magistrats (+12 points), les officiels de la présidence (+11 points) et les fonctionnaires (+7 points).
- Parmi ceux qui ont eu affaire à la police au cours de l'année écoulée, quatre personnes sur 10 (40%) déclarent avoir dû verser des pots-de-vin pour éviter des problèmes – une hausse de 35 points de pourcentage par rapport à 2014.
  - Et près du quart (23%) des personnes qui ont cherché des documents tels que la pièce d'identité, le passeport ou le permis révèlent avoir fait un cadeau ou une faveur afin de l'obtenir.
- Plus de trois quarts (77%) des Sénégalais jugent « plutôt mal » ou « très mal » les performances du gouvernement en matière de lutte contre la corruption au sein de l'administration publique.
- Malgré la conscience de l'ampleur du problème de la corruption, la grande majorité (77%) des Sénégalais affirment que les citoyens risquent des représailles ou autres conséquences négatives s'ils dénoncent des actes de corruption.

## Ampleur de la corruption

La grande majorité (75%) des Sénégalais affirment que la corruption a augmenté dans le pays au cours des 12 derniers mois. Seuls 10% soulignent une baisse du niveau de la corruption (Figure 1).

La perception de la hausse du niveau de corruption varie selon les caractéristiques socio-démographiques des citoyens (Figure 2). La hausse du niveau de corruption est plus perçue par les citadins (78%) que les habitants en milieu rural (72%). Aucune différence n'est cependant notée entre hommes (76%) et femmes (75%).

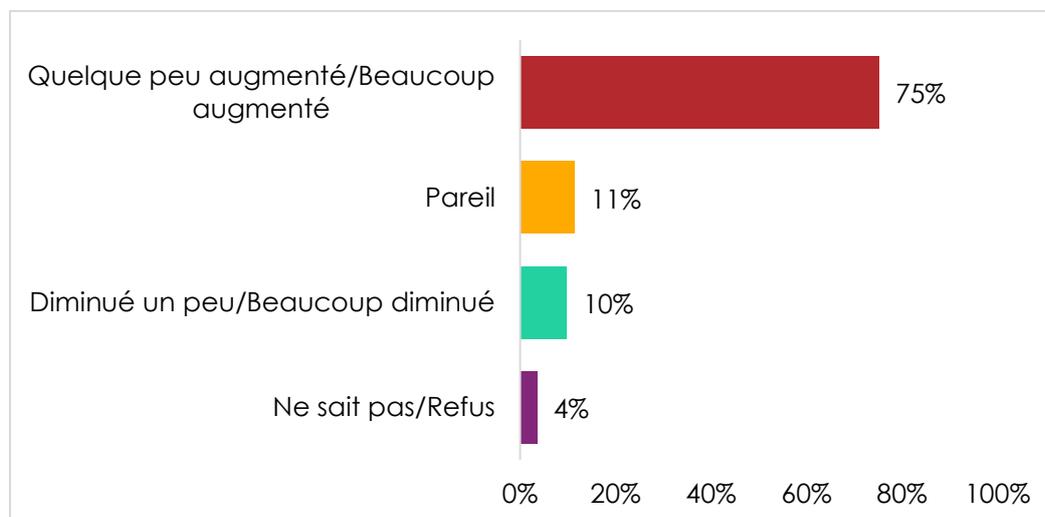
Par ailleurs, ce sont les plus instruits (80%) qui perçoivent le plus la hausse du niveau de corruption comparativement aux personnes n'ayant aucune instruction formelle (73%). Cependant, les plus pauvres (78%) sont plus enclins à constater une corruption intensifiée que leurs compatriotes mieux nantis (72%).

Enfin, l'affiliation politique<sup>1</sup> joue un rôle dans la perception des Sénégalais sur la corruption. En effet, plus de huit personnes sur 10 (84%) parmi les partisans de l'opposition affirment que le niveau de corruption est en hausse, contre 69% des partisans du pouvoir.

---

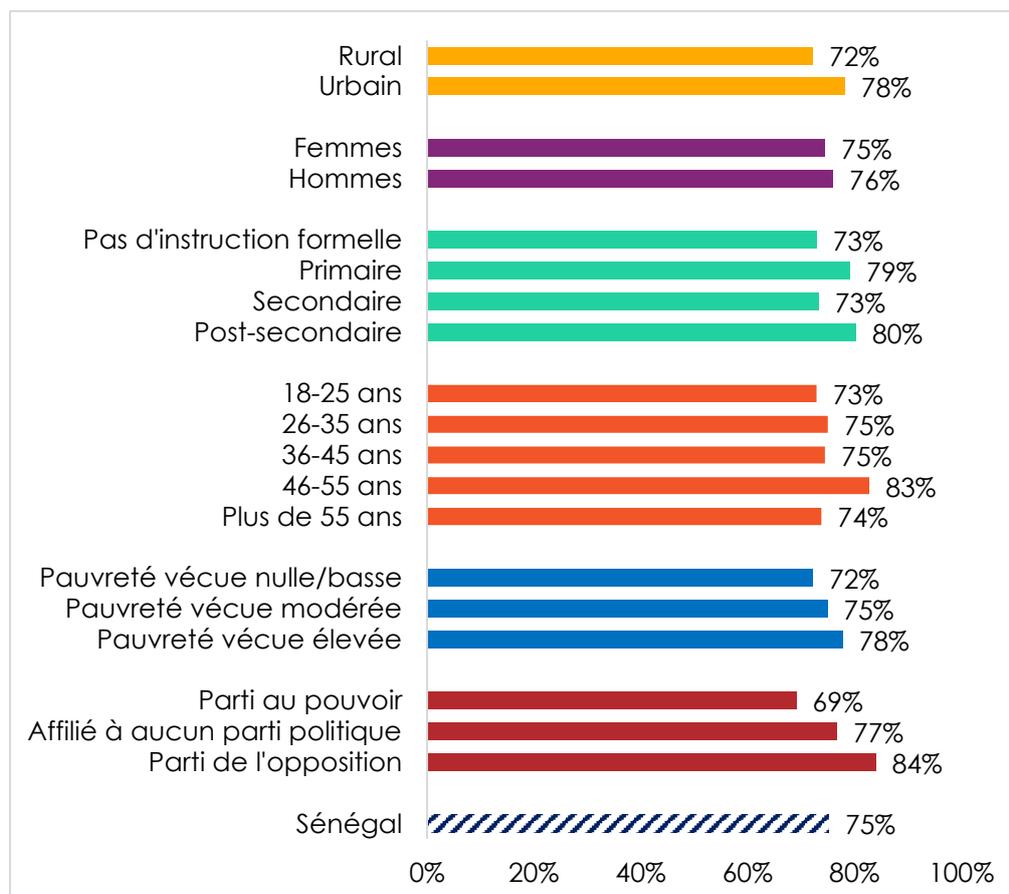
<sup>1</sup> L'affiliation politique est déterminée à partir de la réponse à la question suivante : « Vous sentez-vous proche d'un quelconque parti politique ? [Si oui :] De quel parti s'agit-il ? »

**Figure 1 : Evolution du niveau de corruption | Sénégal | 2021**



**Question posée aux répondants :** A votre avis, le niveau de la corruption a-t-il augmenté, diminué ou est-il resté pareil dans ce pays pendant l'année écoulée ?

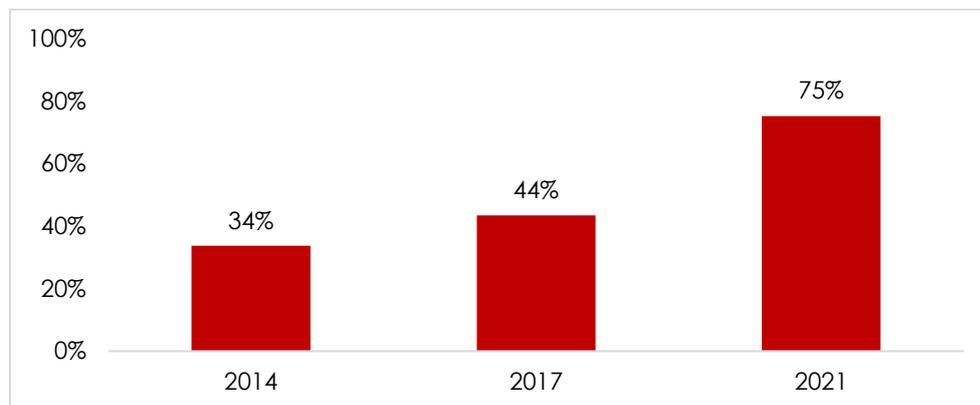
**Figure 2 : Augmentation du niveau de corruption | par groupe socio-démographique | Sénégal | 2021**



**Question posée aux répondants :** A votre avis, le niveau de la corruption a-t-il augmenté, diminué ou est-il resté pareil dans ce pays pendant l'année écoulée ? (% de ceux qui disent « quelque peu augmenté » ou « beaucoup augmenté »)

Malgré les effets néfastes qu'engendre la corruption sur la croissance économique et la réduction de la pauvreté au Sénégal (Cabral, 2013), le niveau de corruption perçue par les Sénégalais ne cesse d'augmenter. Si un tiers des citoyens (34%) ont souligné la hausse de la corruption en 2014, cette proportion atteint 44% en 2017 et 75% en 2021 (Figure 3)

**Figure 3 : Augmentation du niveau de corruption | Sénégal | 2014-2021**

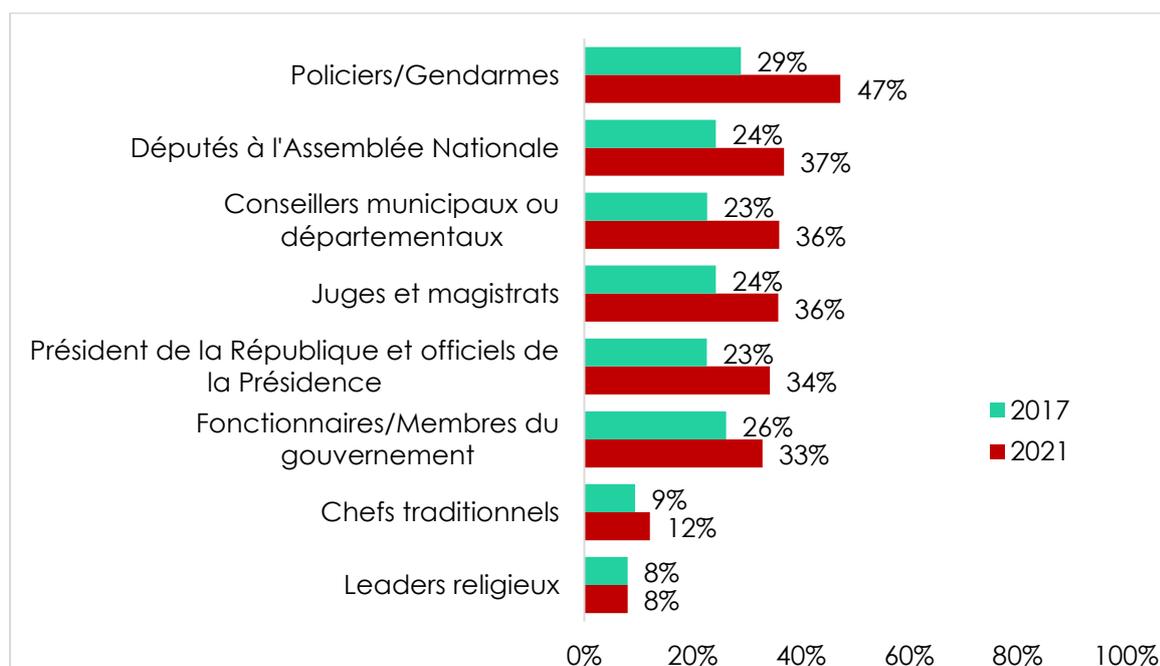


**Question posée aux répondants :** A votre avis, le niveau de la corruption a-t-il augmenté, diminué ou est-il resté pareil dans ce pays pendant l'année écoulée ? (% de ceux qui disent « quelque peu augmenté » ou « beaucoup augmenté »)

### Corruption au sein des institutions publiques

La hausse de la corruption est aussi perçue au niveau institutionnel. En effet, par rapport à 2017, on observe une croissance de la proportion de personnes disant que « tous » ou « la plupart » des membres de groupes gouvernementaux et judiciaires sont corrompus (Figure 4).

**Figure 4 : Evolution de la corruption perçue | par institution | Sénégal | 2013-2021**



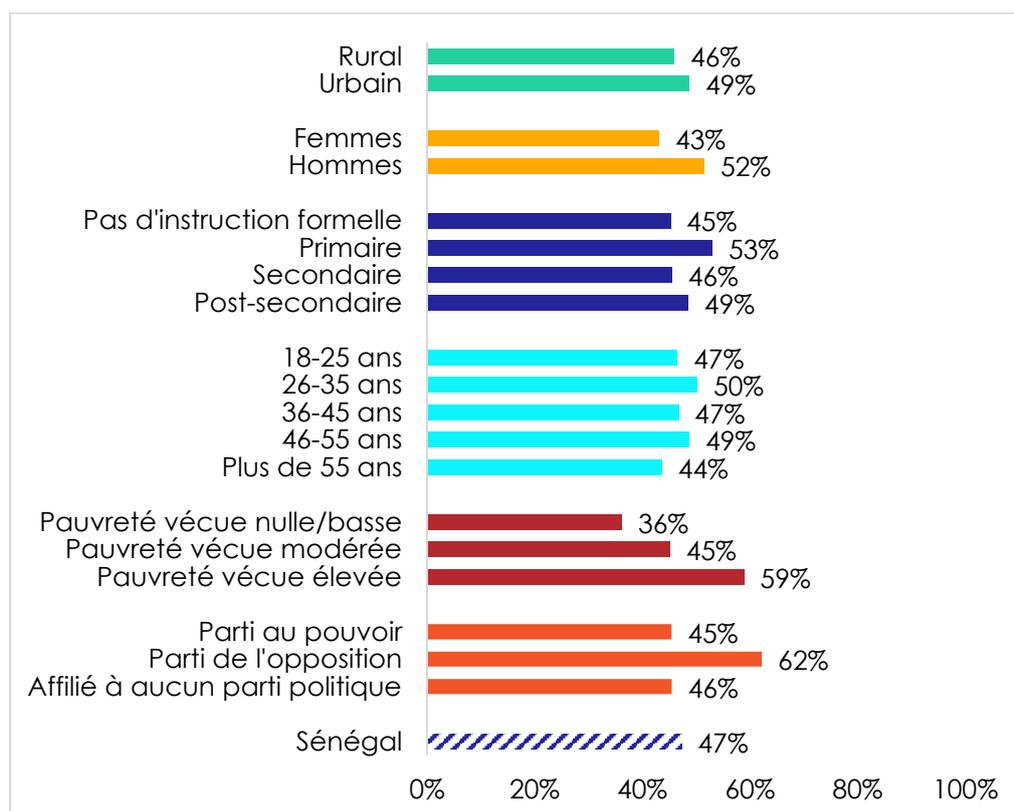
**Question posée aux répondants :** Selon vous, combien des personnes suivantes sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ? (% de ceux qui répondent « la plupart d'entre eux » ou « tous »)

La hausse de la corruption est plus perçue chez les policiers et les gendarmes en ce sens que la proportion de Sénégalais qui jugent que « la plupart d'entre eux » ou « tous » sont corrompus a augmenté, passant de 29% en 2017 à 47% en 2021. Pour les députés, cette proportion a augmenté de 13 points de pourcentage, de même que pour les conseillers municipaux ou départementaux. S'ensuivent les juges et magistrats (12 points de pourcentage), les officiels de la présidence (11 points), et les fonctionnaires (7 points).

La perception que « la plupart » ou « tous » les policiers et gendarmes sont corrompus varie légèrement suivant les caractéristiques socio-démographiques des citoyens (Figure 5). Les hommes (52%) perçoivent plus la corruption des forces de sécurité que les femmes (43%). Par ailleurs, la perception de la corruption chez les policiers et gendarmes semble croître avec le degré de pauvreté, allant de 36% des mieux nantis à 59% des pauvres.

Suivant l'affiliation politique, plus de six personnes sur 10 (62%) proches de l'opposition pensent que « la plupart » ou « tous » les policiers et gendarmes sont impliqués dans des affaires de corruption, contre 45% des partisans du pouvoir et 46% des personnes non affiliées à un parti politique.

**Figure 5 : Perception de la corruption dans les services de la police/gendarmerie**  
 | par groupe socio-démographique | Sénégal | 2021



**Question posée aux répondants :** Selon vous, combien des personnes suivantes sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer : Les policiers ou gendarmes ? (% de ceux qui répondent « la plupart d'entre eux » ou « tous »)

### Expérience de la corruption

Si les Sénégalais perçoivent une forte corruption au sein de leurs institutions publiques, ils sont également confrontés à des pratiques de corruption de façon régulière. Parmi les usagers des services publics au cours de l'année précédant l'enquête, la proportion qui déclare avoir versé des pots-de-vin a évolué de manière croissante depuis 2014 (Figure 6).

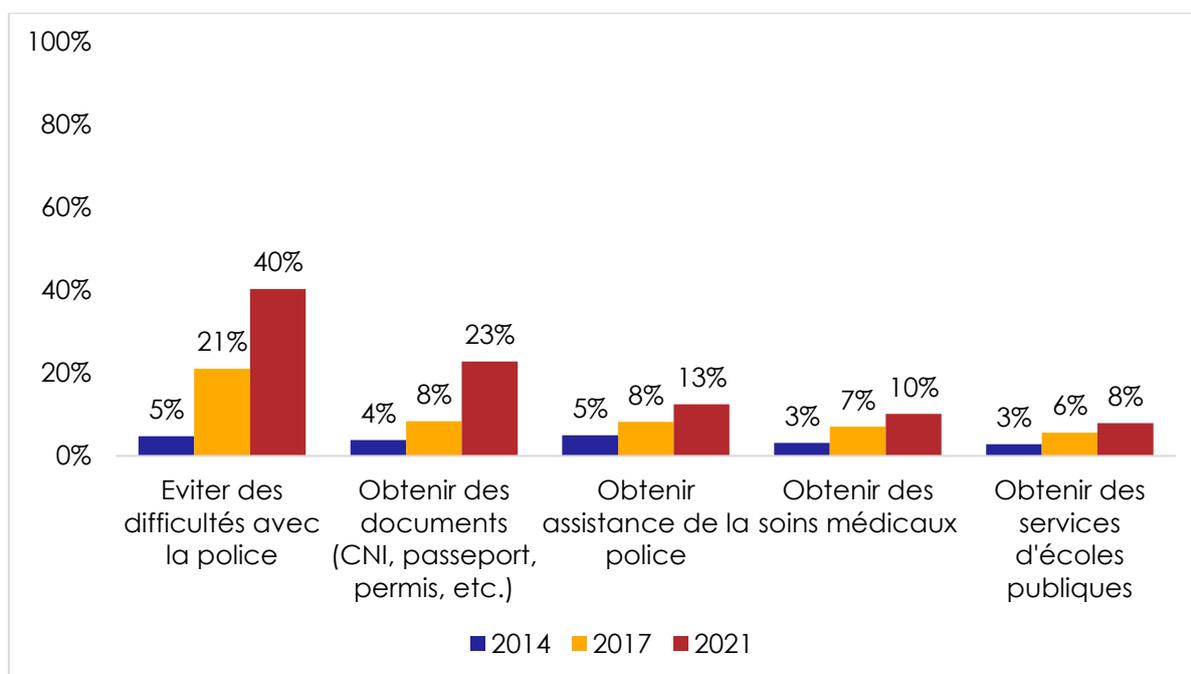
Parmi ceux qui ont eu affaire à la police dans des situations comme les postes de contrôle, au cours des arrêts de contrôle d'identité, ou lors d'une enquête, quatre sur 10 (40%) déclarent avoir dû verser des pots-de-vin pour éviter des problèmes – une hausse de 35 points de pourcentage par rapport à 2014.

Environ une personne sur huit (13%) atteste avoir payé des pots-de-vin pour obtenir l'assistance de la police, comparé à 5% en 2014.

Pour obtenir les services dans les centres d'enregistrement de pièce d'identité, de passeport ou de permis, la part de Sénégalais déclarant avoir versé des pots-de-vin pour acquérir les papiers est passé de 4% en 2014 à 23% en 2021, soit une hausse de 21 points de pourcentage.

Environ une personne sur 10 révèle avoir octroyé, en 2021, un cadeau ou une faveur pour obtenir des soins médicaux dans des structures sanitaires publiques (10%) ou des services d'écoles publiques (8%), contre 3% en 2014.

**Figure 6 : Pots-de-vin versés pour des services gouvernementaux | Sénégal**  
 | 2014-2021



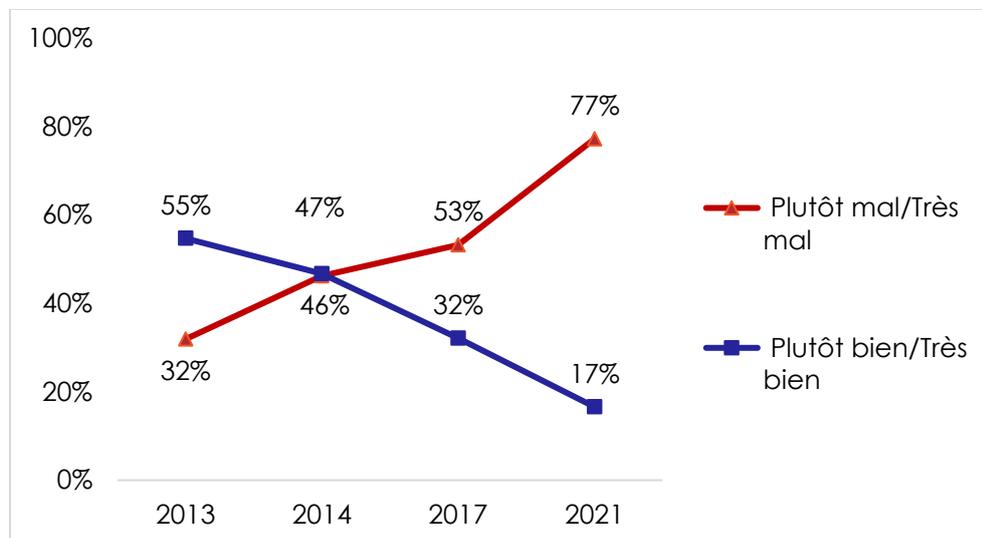
**Questions posées aux répondants :** Combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur [afin d'obtenir un service ou d'éviter des difficultés] ?

(Note : Question posée à ceux qui ont eu contact avec le service gouvernemental en question)  
 (% qui répondent « une ou deux fois », « quelques fois », ou « souvent »)

### Lutte contre la corruption

Bien que l'existence de l'OFNAC soit appréciée par les Sénégalais, leurs évaluations de l'effort du gouvernement pour lutter contre la corruption au sein de l'administration publique sont plutôt négatives (Figure 7). Si en 2013 la majorité (55%) des Sénégalais appréciaient positivement les performances du gouvernement dans cette lutte, à peine une personne sur six (17%) estime, en 2021, qu'elles soient « plutôt bien » ou « très bien ». Ainsi, entre 2014 et 2017, la proportion de personnes qui jugent « plutôt mal » ou « très mal » les performances du gouvernement en matière de lutte contre la corruption a plus que doublé, passant de 32% en 2014 à 77% en 2021.

**Figure 7 : Appréciation de l'effort du gouvernement pour lutter contre la corruption**  
 | Sénégal | 2013-2021

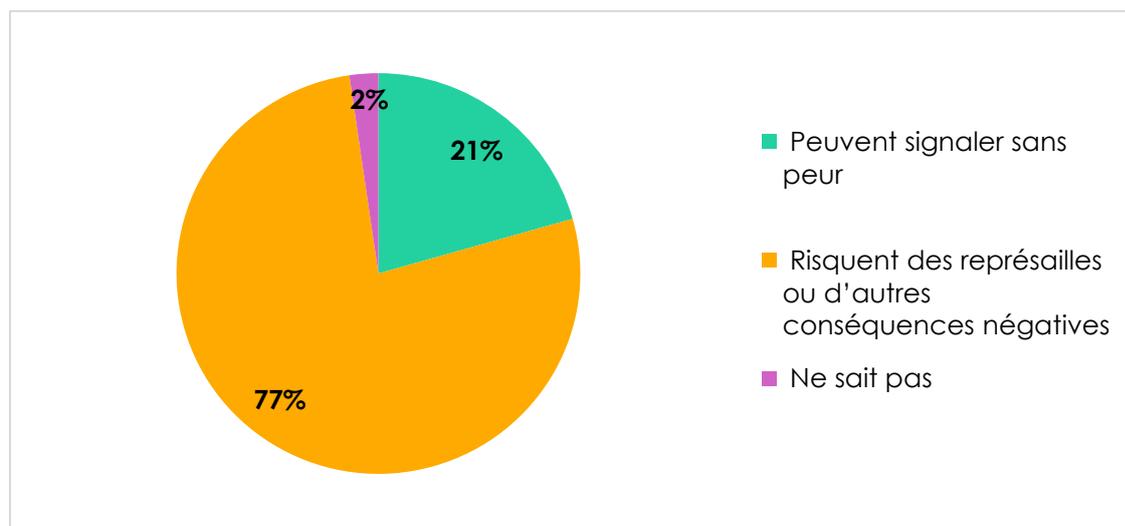


**Question posée aux répondants :** Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer : Lutte contre la corruption au sein de l'administration publique ?

### Peur des représailles

Malgré la conscience de l'ampleur du problème de la corruption chez les Sénégalais, la lutte contre ce phénomène semble difficile. Plus de trois quart (77%) des répondants affirment que les citoyens risquent des représailles ou autres conséquences négatives s'ils dénoncent des actes de corruption (Figure 8). D'ailleurs, on note une baisse tendancielle du nombre de plaintes enregistrées auprès de l'OFNAC pour signaler des cas de corruption, qui sont passés de 618 en 2015 à 73 en 2018 (OFNAC, 2018).

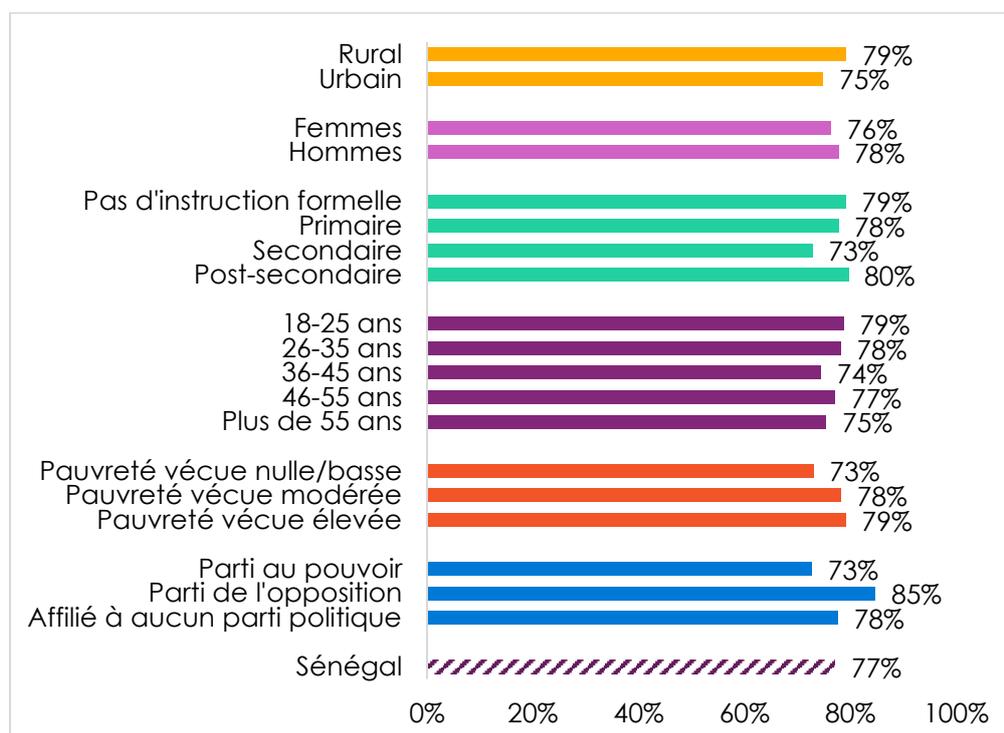
**Figure 8 : Risque de représailles en cas de dénonciation d'actes de corruption**  
 | Sénégal | 2021



**Question posée aux répondants :** Dans ce pays, les citoyens ordinaires peuvent-ils signaler les actes de corruption sans peur, ou risquent-ils des représailles ou d'autres conséquences négatives quand ils parlent ?

On remarque peu de différences entre les groupes socio-démographiques quant à cette préoccupation (Figure 9). Les habitants en milieu rural (79%) soulignent légèrement plus les potentielles représailles en cas de dénonciation d'actes de corruption que les citadins (75%). Par rapport au degré de pauvreté, il ressort que les personnes les plus nanties (73%) perçoivent moins les risques de représailles que les citoyens ayant vécu une forte pauvreté (79%). Enfin, les partisans de l'opposition (85%) redoutent le plus des représailles en cas de dénonciation d'actes de corruption que les personnes apolitiques (78%) et les partisans du pouvoir (73%).

**Figure 9 : Risque de représailles en cas de dénonciation d'actes de corruption | par groupe socio-démographique | Sénégal | 2021**



**Question posée aux répondants :** Dans ce pays, les citoyens ordinaires peuvent-ils signaler les actes de corruption sans peur, ou risquent-ils des représailles ou d'autres conséquences négatives quand ils parlent ? (% de ceux qui disent qu'ils risquent des représailles ou d'autres conséquences négatives)

## Conclusion

Les mesures initiées par le gouvernement du Sénégal pour lutter contre la corruption ne semblent pas réduire la perception de la corruption dans les institutions de l'Etat, et cela malgré la création d'un organe spécifiquement dédié à cette lutte. Beaucoup de Sénégalais affirment que le niveau de la corruption s'est accru au cours de ces dernières années.

Si les citoyens jugent plutôt mal les performances du gouvernement en matière de lutte contre la corruption au sein de l'administration publique, ils restent inquiets des potentielles représailles ou d'autres conséquences négatives en cas de signalement d'actes de corruption. Pour faire face à ces difficultés, les autorités devraient garantir l'anonymat des dénonciateurs ou des lanceurs d'alerte, soutenir les organisations non-gouvernementales opérant dans le secteur de la lutte contre la corruption, promouvoir l'accès à l'information et la liberté de la presse, tout en sanctionnant toute personne impliquée dans ces affaires.

## Références

- Cabral, F. J. (2013). Corruption, croissance et pauvreté : Le cas du Sénégal. Groupe de Recherche en Économie et Développement International, Université de Sherbrooke. Cahier de Recherche/Working Paper 13-03.
- Dakaractu. (2021). Indice de perception de la corruption (IPC) 2020 : Le Sénégal reste dans la zone rouge à la 67ème place mondiale. 28 janvier.
- Financial Africa. (2019). La corruption coûte 25% du PIB de l'Afrique : La réponse BAD/OCDE. 29 avril.
- OFNAC (Office National de Lutte Contre la Fraude et la Corruption). (2017). Etude sur la perception et le coût de la corruption au Sénégal.
- OFNAC (Office National de Lutte Contre la Fraude et la Corruption). (2018). Rapport public d'activité 2018.
- Transparency International. (2020). Indice de perception de la corruption 2020.

**Mamadou Abdoulaye Diallo** est ingénieur statisticien économiste et assistant de recherches au Consortium pour la Recherche Economique et Sociale (CRES), partenaire national d'Afrobarometer au Sénégal. Email : [mamadou.abdoulaye@cres-sn.org](mailto:mamadou.abdoulaye@cres-sn.org).

**Soukeyna Diallo** est doctorante à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar et coordonnatrice des enquêtes de terrain au CRES. Email : [s.diallo@cres-sn.org](mailto:s.diallo@cres-sn.org).

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherche. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationales est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) (University of Nairobi au Kenya). Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Le 8ème Round d'Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de la Fondation Mo Ibrahim, d'Open Society Foundations, de la Fondation William et Flora Hewlett, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain de la Paix, du National Endowment for Democracy, de la Délégation de l'Union Européenne à l'Union Africaine, de Freedom House, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, de GIZ, et de Humanity United.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens africains. Veuillez penser à faire une contribution (à [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org)) ou contacter Bruno van Dyk ([bruno.v.dyk@afrobarometer.org](mailto:bruno.v.dyk@afrobarometer.org)) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org).

Suivez nos publications à #VoicesAfrica.



Dépêche No. 462 d'Afrobarometer | 10 juillet 2021